

DIAL 3078

# **BOLIVIE - Cochabamba, de la guerre à la gestion de l'eau**

Raúl Zibechi

dimanche 1er novembre 2009, mis en ligne par [Dial](#), [Raúl Zibechi](#)

*Après l'[entretien avec l'équatorien Alberto Acosta autour du projet ITT](#) publié dans le numéro d'[octobre](#), [Dial](#) continue avec cet article de Raúl Zibechi son tour d'horizon d'expériences latino-américaines riches d'enseignements et de promesses. Ce texte, publié en espagnol sur le site du [Programa de las Américas](#) le 20 mai 2009, a été traduit par Philippe Cazal et révisé par Fausto Giudice, tous deux membres du réseau de traduction [Tlaxcala](#).*

---

*Avec la guerre de l'eau d'avril 2000, les pauvres de la ville de Cochabamba et des campagnes alentour ont réussi à expulser la multinationale (Bechtel) qui prétendait s'approprier le bien commun le plus élémentaire. Entre 2003 et 2005 les pauvres du pays tout entier en ont fini avec le modèle néolibéral. La gestion communautaire de l'eau est maintenant le défi à relever.*

L'asphalte s'achève trop vite dans les quartiers sud de Cochabamba. À cinq kilomètres à peine du centre ville, on perçoit tout juste une couche irrégulière sur les grandes avenues où les voitures circulent avec difficulté. Lorsqu'on tourne vers les collines qui dominent une large vallée sans arbres, on ne voit plus que de la poussière sur les rues et les canaux d'irrigation transformés en tranchées desséchées dans lesquelles devrait au moins couler un filet d'eau.

En montant la côte, on voit apparaître des rangées de maisons qui se prolongent à perte de vue, presque jusqu'au sommet des collines où règnent l'aridité et la sécheresse. Nous nous trouvons dans l'un des quartiers les plus importants de la périphérie sud, Villa Sebastián Pagador, ou District 14, fondé il y a 32 ans par des émigrants d'Oruro. La zone sud, constituée de six districts, regroupe la moitié de la population de la ville, environ 250 000 habitants, les plus pauvres et les plus affectés par l'inefficacité du Service municipal de l'eau potable et de l'assainissement (SEMAPA).

L'État bolivien décida, pendant la période néolibérale, que seuls les riches et les classes moyennes auraient l'eau, un service élémentaire qui n'atteint pas les pauvres, en particulier les immigrants de dernière génération. Pour pallier ou résoudre ce très grave problème, les habitants décidèrent de s'organiser en créant des comités de l'eau, des coopératives et des associations, en construisant eux-mêmes les réseaux de distribution, les réservoirs de stockage et en creusant les puits avec leurs maigres ressources.

Dans les quartiers sud de Cochabamba fonctionnent quelque 120 comités de l'eau, auxquels il faut ajouter environ 150 comités de la zone périurbaine et un nombre encore plus grand dans les zones rurales, qui régulent l'usage de l'eau selon les us et coutumes des communautés. Dans la zone urbaine du sud, de 70 à 80% de la population n'est pas alimentée par l'entreprise municipale : les comités fournissent l'eau à près de 30% des habitants et les autres reçoivent l'eau par des camions citerne. Des centaines de milliers de personnes sont organisées pour la seule question de l'eau, mais il existe aussi une multitude d'organisations territoriales.

La célèbre « guerre de l'eau » ne peut s'expliquer que comme le résultat d'une décision communautaire, de centaines de milliers de personnes, de défendre une ressource qui n'a été ni créée ni gérée par l'État mais qui l'a été par les communautés urbaines et rurales elles-mêmes. En ville, la population qui adhère aux systèmes communautaires de l'eau provient de nombreuses régions du pays ; c'est un mélange de paysans et de mineurs qui sont venus s'installer ici [1]. « Ces deux caractéristiques bénéficient fortement à l'organisation communautaire autour de l'eau », disent les dirigeants du mouvement de l'eau [2].

Les premiers ont apporté leurs traditions andines de travail solidaire et à tour de rôle, connu sous le nom d'« *ayni* », et les seconds leur grande expérience organisationnelle dans les syndicats des mines. Les systèmes de l'eau associent en moyenne 200 familles mais certains ont à peine 30 ou 40 usagers. La plupart n'ont pas de personnalité juridique. Les habitants qui ont décidé de ne pas s'organiser achètent l'eau aux camions citerne qui parcourent la ville pendant toute la journée et font payer des prix abusifs pour une eau de qualité douteuse.

### **Fabián Condori, une vie pour la communauté**

C'est le milieu de l'après-midi du samedi et le soleil qui cogne rend la montée plus pénible. Nous arrivons avec Boris à un petit bâtiment aux murs en pisé ; nous ouvrons la porte en bois et nous découvrons un large espace ouvert avec, sur les côtés, deux bureaux petits et allongés : nous sommes à l'APAAS (Association de production et d'administration de l'eau et d'assainissement), le premier système de l'eau de Cochabamba et l'un des plus solides. Fabián Condori nous reçoit avec un sourire généreux qui creuse les sillons qui embellissent son visage.

« J'ai 61 ans et j'en ai passé 19 au système de l'eau. Je suis né à Oruro et je suis arrivé à Sebastián Pagador alors qu'il y avait à peine 70 familles, il y a 30 ans. Jusqu'à la fin des années 1990 près de 80% d'entre nous étaient d'Oruro mais nous sommes maintenant 60 000 habitants venus des quatre coins du pays, en majorité andins. Je pense que les gens ont choisi cet endroit pour son climat, pour sa richesse ou pour la bonne nourriture et les fruits. » Fabián raconte sa vie avec calme, comme s'il s'agissait d'une autre personne, peut-être parce qu'il ne se considère pas comme le centre de l'histoire qu'il raconte.

En 1990 la municipalité déclara Sebastián Pagador « zone rouge », alors qu'il y avait à peine cinq mille habitants, en raison du total manque d'eau. « Ici, c'était un désert », dit-il. « Il n'y avait pas encore d'avenues, seulement des rues que les gens avaient ouvertes à la pioche et à la pelle. Il y avait un canal pour ceux qui arrosaient et quelques puits près du canal d'arrosage où nous nous faisons offrir l'eau. Il y avait aussi des citernes qui vendaient de l'eau. » Il nous dit que la majeure partie de ses voisins sont des travailleurs manuels à leur compte, des commerçants, des artisans, des menuisiers, des tailleurs. « Comme tout le monde, j'ai construit ma première maison en pisé. »

A Villa Pagador, les anciens comme Fabián parlent encore le quechua, écoutent de la musique des Andes et fêtent le carnaval dans la grande tradition, comme ils le faisaient à Oruro, avec les « *morenadas* » [3] et les « *diabladas* » [4] ; ils rassemblent jusqu'à 11 groupes et 200 danseuses, certaines venues du département (d'Oruro).

« Au début, comme il y avait peu de gens, nous avons assez d'eau avec le canal d'arrosage et avec les petits puits d'où coulait l'eau. Mais dans les années 1980, il y avait déjà un peu plus de monde et même une petite école avec 25 élèves. Les enfants de 3 à 4 ans jouaient à s'arroser avec des seaux de sable. » C'est à cette époque qu'est créé un Comité d'initiative pour l'eau qui naît au cours d'une assemblée de 90 personnes. « Ce fut le premier comité de Cochabamba. Nous avons commencé à dessiner les tranchées du réseau de distribution, parce que l'on commence par construire le réseau et ensuite on cherche le puits. »

En 1990 on commença à attaquer au pic et à creuser des tranchées pour les 390 familles qui adhérèrent au comité de l'eau. « Chaque famille apportait un boliviano par mois pour les explosifs, les ferrailles, la location de bureaux. C'étaient nos fonds propres. Le travail dura trois ans. Chaque famille devait creuser six mètres par mois à 50 cm de profondeur ; tout ça, c'est du terrain rocheux, très dur, et de ce fait nous allions très lentement. »

Le tracé est très simple : les tranchées sortent de chaque maison et elles se raccordent au réseau principal qui à son tour se raccorde avec la canalisation qui mène au puits. « Toute la communauté a participé ; celui qui ne travaillait pas restait sans eau. Un contrôleur pour chaque pâté de maison était chargé de surveiller la façon dont se faisait le travail. Nous constituions la main-d'œuvre non qualifiée. La machine c'était nous. Lorsqu'on posait les canalisations, on aménageait un lit de terre tamisée sur 30 centimètres d'épaisseur pour que les vibrations ne cassent pas le tuyau. »

Durant les trois ans, ou presque, qu'exigèrent les travaux, il y eut 105 assemblées, une tous les dix jours. « C'était une dure bataille ; d'ailleurs, nous nous battions même entre nous. Le problème c'était que les gens ne se reposaient pas ; ils venaient après leur travail pour prendre leur part de la tâche ; chaque famille devait donner 35 journées de travail de 8 heures ; n'importe quel membre de la famille pouvait participer mais ce furent en majorité les femmes qui fournirent du travail. Tout le monde avait des ampoules et était très fatigué. Le pic, la pelle, la carriole, tamiser la terre, la tasser, c'était beaucoup, beaucoup de travail. Je me suis rendu compte que les femmes sont plus vaillantes. »

Seul l'espoir d'avoir de l'eau les maintint en activité pendant autant de mois, dans des conditions précaires, dans des quartiers encombrés de tranchées. Fabián n'évite pas les problèmes internes au comité : « Il y avait de nombreuses disputes. Pendant un an et demi nous avons beaucoup avancé, mais au bout de deux ans il y avait déjà des problèmes ; entre nous, nous avons failli nous étripier. Parmi ceux du comité directeur, certains travaillaient, mais d'autres regardaient les autres faire. Tant bien que mal la moitié des dirigeants mit la main à la pâte.

### **Des puits et des pompes**

Au bout de deux ans et demi les tranchées furent terminées ainsi que la pose des canalisations, mais personne n'avait songé à se demander d'où viendrait l'eau. Ils réussirent à décrocher un projet de la Banque mondiale (ce qu'aucun autre comité ne réussit à faire) pour construire le réseau d'adduction d'eau, une longue tuyauterie de 5 kilomètres qui gravit 400 mètres jusqu'au sommet de la colline et poursuit son chemin jusqu'à un puits creusé à 7 kilomètres du quartier. « Là, nous avons utilisé la dynamite et nous avons fait venir des mineurs parce qu'il n'y a que du rocher, le pic et la pelle n'arrivent à rien. Six mois de travaux supplémentaires pour arriver là haut. Et c'est lorsque nous y sommes arrivés que nous avons posé la question de la source... Personne n'y avait pensé. Il y eut alors une forte pression de la communauté. »

Pendant des semaines ils consultèrent des ingénieurs et des géologues. On leur conseilla un endroit, de l'autre côté de la montagne, où acheter un terrain renfermant des poches d'eau. « Nous avons acheté le terrain, mais en disant que c'était pour aménager une décharge, parce qu'ils ne nous auraient pas donné la permission. Nous avons commencé à défricher ; nous allions travailler là haut et nous avons commencé à creuser ; à 98 mètres surgit de l'eau, avec de la pression et de bonne qualité. Mais nous dûmes attendre six mois de plus parce des dirigeants d'autres secteurs arrivèrent et paralysèrent notre chantier parce qu'ils avaient besoin de l'eau. Nous avons alors creusé deux puits, un pour nous et un autre pour eux parce que ces terres leur appartenaient. »

L'étape suivante fut la construction d'un réservoir de stockage de 100 m<sup>3</sup> au sommet de la colline. Puis il y eut le problème des pompes et des canalisations. Ils durent changer plusieurs fois les pompes parce qu'elles ne résistaient pas, mais ensuite les tuyaux éclataient sous la pression. « Là commencèrent à nouveau les disputes entre nous parce que nous n'arrivions pas à trouver le type de pompes adéquat ni le bon type de tuyaux, d'abord le PVC, puis le fer, et enfin l'acier galvanisé. »

Le 15 février 1993, ils inaugurèrent le premier puits communautaire de la ville. « Nous ouvrîmes les robinets en haut de la colline mais au bout de trois heures rien n'arrivait. Tout le monde était dans la rue et rien ne se passait. Les gens étaient désespérés. En fin de compte, alors que nous étions en train de rentrer chez nous l'eau se mit à sortir tout d'un coup, par une canalisation qui s'était rompue. C'était un tuyau du réseau qui était endommagé. Mais au moins c'était un indice que l'eau arrivait. Alors, nous avons réparé, nous avons inauguré et il y eut la fête, la fête, la fête. »

Les péripéties que raconte Fabián se produisirent de façon similaire dans plus de cent comités de l'eau de la zone sud. Dans de nombreux cas, on creusa les puits dans le quartier-même, mais l'eau était salée ou impropre à la consommation et les puits s'épuisaient ou n'avaient pas suffisamment d'eau. Presque tous les comités ont un réservoir. Ceux qui n'ont pas de puits achètent le liquide aux citernes et le déversent dans le réservoir d'où il arrive jusqu'aux habitations. C'est un immense réseau décentralisé, construit sur le principe de la réciprocité et de l'entraide et géré de la même manière.

Comme le signale une étude universitaire, « l'autogestion des services et de l'infrastructure est pour les habitants un motif de fierté et un fait naturel car ils n'attendent rien des autorités. » [5] Pourtant, une fois que l'on a réussi à avoir l'eau commence le problème de sa gestion. Pour schématiser, il y a deux situations différentes : l'une purement technique, relative aux pompes et à l'entretien du réseau ; l'autre liée au prix de l'électricité et aussi à la participation des habitants qui, à ce stade, diminue considérablement.

Fabián admet que, au comité de l'eau de son quartier, une autre étape commença lorsque les familles eurent l'eau chez elles. « Nous avons fait des cours sur l'entretien du réseau, nous avons rédigé des statuts, des règlements, nous avons géré le personnel, nous avons tenu des séminaires parce qu'il n'y avait pas de plombier ; nous ne savions rien. Ce fut la première adduction d'eau communautaire de Cochabamba, la première expérience, la plus compliquée, mais en même temps nous avons été privilégiés parce que nous avons bénéficié d'un prêt. »

Aujourd'hui 612 familles sont raccordées et 200 sont en attente. Chaque famille paye en moyenne 16 bolivianos (deux dollars) par mois à l'organisation. « Mais le premier mois les trois qui travaillent à l'entretien et au pompage et les trois de l'administration n'ont rien touché. Au début nous n'avions même pas de table. Rien, pas un seul boliviano. C'était pour nous un défi de faire fonctionner cela sans argent. Au début, nous percevions la même somme de tout le monde, mais tout ce qui rentrait allait à l'électricité de la pompe et les travailleurs ne recevaient que 50 bolivianos chacun. » [6]. Plus tard, lors d'une assemblée, ils créèrent l'organisation tarifaire et ils commencèrent à ordonner les dépenses.

A l'heure actuelle ils ne tiennent plus que quatre assemblées par an. L'une des plus grandes difficultés fut d'obtenir un tarif spécial d'électricité car le coût d'utilisation des pompes était très élevé. Ils y parvinrent. L'APAAS de Fabián consacre une bonne partie de son temps à soutenir d'autres comités de l'eau pour entretenir et améliorer les pompes ; ils sont devenus des experts en la matière.

« Chez nous il y a un grand contrôle social, rien n'est secret, tout est clair, chaque usager sait tout ce qui se passe, tout est enregistré. Nous avons acquis beaucoup d'expérience. Tout cela, l'équipement, les systèmes de pompage, nous finançons tout avec les entrées financières. Nous nous soutenons mutuellement ; nous avons même acheté trois terrains pour les besoins du quartier. Nous avons travaillé ensemble ; bien sûr qu'il y a des disputes, c'est inévitable car si nous construisons quelque chose il est normal qu'il y ait des observations, mais toute cette critique il faut l'accepter », conclut Fabián.

## **Le retour de l'État**

En 2004 est née ASICA-SUR (Association des systèmes communautaires de l'eau du sud) pour rechercher une solution unitaire au problème de l'eau de la zone sud. Elle a reçu le soutien du SEMAPA à un moment où les directeurs de la zone sud partageaient l'orientation de l'organisation de coordination pour la défense de l'eau et de la vie, qui a joué un rôle important dans la « guerre de l'eau » [7]. Elle comptait au départ 40 comités mais maintenant il y en a environ 120.

Le directoire de l'organisation est nommé directement par l'assemblée des représentants des systèmes communautaires de l'eau. Mais elle dépend pour son fonctionnement du financement d'une ONG italienne ; elle ne reçoit pas d'apports de ses adhérents. Les dirigeants ne sont pas rémunérés [8].

La principale question à laquelle ASICA-SUR s'est efforcée de répondre est la suivante : « Après la guerre de l'eau, que faire ? » La réponse qu'ils ont trouvée est la cogestion comme « un modèle nouveau de gestion communautaire publique » [9]. Il s'agit de trouver un nouveau modèle de gestion qui aille au-delà

de la grande entreprise d'État - laquelle est très difficile à gérer et à contrôler - et qui s'appuie sur la culture communautaire et sa longue expérience dans l'administration des biens communs.

À grands traits, la proposition consiste en une cogestion SEMAPA-ASICA-systèmes de l'eau « à travers une entité publique, collective et communautaire qui se chargerait de l'administration conjointe du bien collectif communautaire qu'est l'eau, où seraient en coordination permanente deux acteurs principaux (SEMAPA et ASICA-SUR) qui sont investis dans la gestion de l'eau et qui, en outre, ont des responsabilités partagées sur le service » [10].

Dans l'immédiat, l'organisation mit en place des ateliers de formation à la gestion administrative des comités de l'eau, à la comptabilité, au maniement des pompes - leur montage et leur démontage -, ainsi qu'aux aspects électriques et mécaniques. On embaucha des techniciens pour les ateliers et on put compter avec l'appui de l'APAAS, dirigée par Fabián. Il y eut aussi des contacts étroits avec les systèmes de l'eau de Santa Cruz et d'autres villes où existent également des comités et coopératives de l'eau.

Ils organisèrent aussi des ateliers sur l'utilisation, la surveillance et la mise à profit de l'eau et des formations pour obtenir de l'entreprise de l'énergie électrique qu'elle leur permette de modifier la structure tarifaire et ainsi réduire les coûts pour tous les comités.

Le changement majeur survint avec l'arrivée d'Evo Morales au gouvernement en janvier 2006. Les vieux plans du SEMAPA de doter la zone sud de services de l'eau et d'assainissement commencèrent à être mis en application de différentes façons, plaçant les systèmes de l'eau et l'ASICA-SUR devant une nouvelle réalité. La cogestion passa du papier aux faits. Les défis grandirent et devinrent beaucoup plus complexes.

À l'heure actuelle il y a trois grands projets de l'eau pour la zone sud de Cochabamba. D'un côté, le projet de la BID (Banque interaméricaine de développement) qui s'élève à 8 millions de dollars pour la réactualisation et la réalisation du plan d'expansion des services de l'eau dans une partie des districts 6, 7, 8 et 14, dans la zone sud, et qui est conduit par le SEMAPA.

En deuxième lieu vient le projet JICA (Agence de coopération internationale du Japon), qui concerne quelques districts de la zone sud et que le SEMAPA est chargé d'exécuter.

Enfin, le projet PASAAS (Programme d'appui sectoriel pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement) est le fruit d'une convention entre le gouvernement bolivien et l'Union européenne qui réalise les travaux d'eau potable et d'assainissement pour 22 systèmes communautaires de l'eau de la zone sud avec un don de 4 millions de dollars [11]. Ce projet s'appelle « Amélioration et extension des systèmes d'eau potable et construction de réseaux d'assainissement dans les districts 7, 8, 9 et 14 de la Zone Sud au sein des systèmes communautaires de l'eau membres d'ASICA-SUR ».

La particularité du projet PASAAS est que ce sont l'organisation ASICA-SUR et les comités de l'eau qui sont chargés de superviser tout le processus d'étude, de chiffrage, d'adjudication et d'exécution des travaux. « La participation de la population bénéficiaire des travaux a lieu à travers un Comité consultatif (constitué de trois représentants élus de la base), à travers les représentants du système de l'eau et de manière directe lors d'assemblées communautaires où les différents représentants apportent des informations en vue de prises de décision. » [12]

Par ailleurs, les travaux n'ont pas pour but de remplacer les systèmes de l'eau existants mais de les « améliorer et de les élargir », en faisant arriver l'eau aux familles qui ne l'ont pas encore. ASICA-SUR et les systèmes communautaires de l'eau sont devenus les acteurs principaux de la gestion et de l'exécution des projets, faisant le lien entre les institutions, les systèmes communautaires de l'eau et les entreprises de travaux publics. Pour ce faire, ils ont embauché sept superviseurs chargés de surveiller les chantiers de sept entreprises, tant du point de vue de l'exécution des travaux que de la qualité des matériaux.

Le troisième aspect ce sont les ateliers de formation pour la gestion technique, administrative, sanitaire et environnementale du service de l'eau. Tout le processus est marqué par plusieurs faits : les entreprises

doivent embaucher de préférence des hommes et des femmes qui résident dans les districts où sont réalisés les travaux ; les systèmes de l'eau ont accumulé une grande expérience qui leur permet de contrôler les entreprises qui par le passé ont commis des fraudes et des actes de corruption ; on continue à créer de nouveaux comités de l'eau : on en compte maintenant 150 dans la zone sud, ce qui continue à renforcer l'organisation de base.

### **La difficile création d'un monde nouveau**

La zone sud de Cochabamba est un bouillonnement de travaux, de réunions, d'assemblées, d'où naissent des tranchées, des réservoirs et des collecteurs. Pour la première fois depuis longtemps, l'État commence à réaliser des travaux élémentaires comme l'assainissement et les réseaux d'eau potable domestique. L'absence de l'État a forcé les habitants à s'organiser sous forme communautaire pour résoudre tous leurs problèmes, dont celui de l'approvisionnement en eau. Maintenant que l'État devient présent, de nouveaux débats se font jour.

En 2003 le bulletin *Yaku al Sur* posait des questions intéressantes : « Que deviendront nos comités quand le SEMAPA se verra attribuer la concession sur nos districts ? Notre organisation s'achèvera-t-elle ? Pourrons-nous influencer sur les décisions du SEMAPA à partir de ce moment ? Deviendrons-nous des usagers individuels et anonymes de l'entreprise municipale ? Ou bien pourrons-nous conserver nos organisations, la capacité de décision et de gestion que nous avons démontrée depuis deux ans ? » [13].

Ces questions touchent au cœur du problème : Qui détiendra le pouvoir dans la gestion de l'eau ? Presque dix ans ont passé depuis le début de la « guerre de l'eau » et les membres des systèmes communautaires de l'eau ont appris beaucoup de leur longue expérience. Nous pouvons énumérer trois grands enseignements de cette lutte :

- 1. Ils ont été capables de construire tout le système de l'eau, du creusement des puits jusqu'à l'installation des raccordements et des réseaux domestiques. Mais ils ont aussi appris à maintenir les pompes et les canalisations en bon état ou à les réparer et, surtout, à gérer tout le réseau.
- 2. Ils ont commencé à se battre contre la privatisation de l'eau mais ils se sont vite aperçus qu'il ne s'agissait pas de la traditionnelle alternative privé-public ; en effet, la longue expérience avec l'entreprise municipale, le SEMAPA, les a amenés à formuler la proposition d'une propriété « publique communale » ou « communautaire » qui « dans un certain sens est privée (puisqu'elle ne dépend pas de l'État mais directement des citoyens) mais qui en même temps est publique (elle n'appartient pas à un individu mais à toute la communauté) » [14].
- 3. Ils ont appris qu'une grande entreprise, même propriété de l'État, ne peut pas être contrôlée car une énorme bureaucratie s'interpose, avec des intérêts qui lui sont propres et qui sont étrangers à ceux des habitants des quartiers pauvres. L'histoire du SEMAPA est une histoire de corruption et d'inefficacité, y compris lorsque les systèmes de l'eau ont eu la capacité de nommer leurs propres directeurs à la tête de cet organisme. Pour cette raison ils ne veulent pas remettre le pouvoir à l'État et ils aspirent à maintenir debout les systèmes communautaires de l'eau. C'est-à-dire leur propre pouvoir de base.

Sur ce point apparaissent de grandes difficultés et incertitudes. L'ASICA-SUR s'est prononcée pour la cogestion, qui passe par la création d'une « entité publique, collective et communautaire » qui naîtrait d'une articulation entre le SEMAPA, ASICA-SUR et les systèmes de l'eau. La formule n'a pas encore été écrite mais la poursuite du projet PASAAS peut contribuer à aller dans cette direction.

D'un autre côté, les comités de l'eau sont conscients qu'ils ne doivent pas disparaître quand tout le système sera terminé, si cela arrive un jour. Eduardo Yssa, vice-président d'ASICA-SUR et membre du comité de l'eau PDA de Villa Sebastián Pagador, soutient que « lorsque nous aurons tous de l'eau dans les canalisations et un réseau d'assainissement, les comités de l'eau ne doivent pas disparaître mais ils doivent continuer pour fonctionner comme mécanismes de contrôle ». Il pense par ailleurs que « les réservoirs d'eau doivent rester debout dans chaque quartier car il ne serait pas bon qu'une mégas-entreprise comme le SEMAPA administre et gère tout » [15].

Si les communautés laissent de côté leurs réservoirs de stockage, leurs réseaux et leurs puits, elles déferaient ce qu'elles ont été capables de construire en deux décennies. Plus encore : elles passeraient d'un service décentralisé et diffus, et donc contrôlable par la base, à un système centralisé et concentré, administré par une bureaucratie et par des techniciens qui détiendraient le pouvoir réel sur un bien commun indispensable pour la vie.

Pour finir, des centaines de milliers de personnes se sont prouvé à elles-mêmes qu'elles sont capables de faire, de créer quelque chose de nouveau à partir de rien, avec leurs propres forces. Pour ceux qui aspirent à un monde nouveau (« Un autre monde est possible », dit le slogan des Forums Sociaux), des pratiques comme celles des comités de l'eau seront décisives. Il s'agit de rien de moins que de la gestion réussie de biens communs en milieu urbain, un domaine dans lequel les mouvements anti-systémiques ont eu peu d'expériences.

Ils nous apprennent qu'il est possible de gérer en dehors de l'État et des grandes entreprises privées et publiques ; ils ont mis en marche un modèle qui repose sur une infinité d'initiatives décentralisées et horizontales, porteuses de succès et durables, efficaces et non bureaucratiques. D'une certaine façon, l'expérience des comités et des systèmes communautaires de l'eau de Cochabamba préfigure, en pointillés, le visage que pourrait avoir cet « autre monde », aussi nécessaire que possible.

---

### **Villa Pagador ou District 14**

Au recensement de 2001, Villa Pagador avait 21 764 habitants. Mais un bon nombre d'entre eux se firent recenser dans leurs communautés d'origine ; de ce fait, l'estimation de 55 à 60 000 habitants ne paraît pas exagérée. Le taux de mortalité infantile est supérieur de 24% à la moyenne de la ville de Cochabamba. Il est juste le double de celui du District 12, l'un des plus riches. 50% des femmes accouchent à leur domicile et seulement 43% d'entre elles le font à l'hôpital.

44% des habitants de la zone sud parlent quechua et 11% aymara. À Villa Pagador, il y a 45% de travailleurs indépendants et seulement 36% de salariés. Près de 60% des femmes travaillent dans le commerce, comme vendeuses sur les marchés populaires et 48% des hommes travaillent dans le bâtiment ou l'industrie. En 2001, seulement 15% des habitants avait l'adduction d'eau et 77% l'achetaient aux camions citerne.

Source : « Dossier de données sur la zone Sud de Cochabamba », CEDIB, 2004.

---

### **Références**

Nelson Antequera Durán, « Dinámica organizativa en la zona Sur de Cochabamba », in *Villa Libre* n°2, CEDIB, Cochabamba, 2008.

ASICA-SUR (Association des systèmes communautaires de l'eau du sud) : [www.asica-sur.org](http://www.asica-sur.org).

CEDIB (Centre de documentation et d'information de Bolivie), revue *Villa Libre* n°2, Cochabamba, 2008.

Abraham Grandydier et Rosalio Tinta, « Experiencia de una asociación de sistemas de agua potable de la zona Sur del municipio de Cochabamba », en *Apoyo a la gestión de comités de agua potable*, Universidad Mayor de San Simón, 2006.

*Yaku al Sur*, bulletin périodique d'ASICA-SUR.

Raúl Zibechi, interview de Fabio Condori Guzmán, dirigeant de l'APAAS (*Asociación de Producción y Administración Agua y Saneamiento* - Association de production et d'administration de l'eau et d'assainissement), Cochabamba, 28 mars 2009.

Raúl Zibechi, interview d'Eduardo Yssa, vice-président d'ASICA-SUR, 28 mars 2009.

---

- **Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 3078.**

- Traduction de Philippe Cazal, révisée par Fausto Giudice. Tous deux sont membres du réseau de traduction [Tlaxcala](#). Traduction revue par Dial.

- Source (français) : [Tlaxcala](#), 3 juillet 2009.

- Texte original (espagnol) : [Programa de las Américas](#), 20 mai 2009.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, le réviseur, la source française originale (Tlaxcala - [www.tlaxcala.es](http://www.tlaxcala.es)) et l'adresse internet de l'article.

---

## Notes

[1] Des travailleurs des mines, après leur fermeture ou leur privatisation en 1985, ont émigré, cherchant de nouvelles sources d'emploi.

[2] Abraham Grandydier et Rosalio Tinta, « Experiencia de una asociación de sistemas de agua potable de la zona Sur del municipio de Cochabamba », en *Apoyo a la gestión de comités de agua potable*, Universidad Mayor de San Simón, 2006, p. 241.

[3] Un style de musique andine - note DIAL.

[4] Un style de danse andine - note DIAL.

[5] Nelson Antequera Durán, « Dinámica organizativa en la zona Sur de Cochabamba », in *Villa Libre* n°2, CEDIB, Cochabamba, 2008, p. 78.

[6] Un dollar = sept boliviens (mars 2009).

[7] Le mouvement social pour l'eau obtint qu'une partie des directeurs de l'entreprise municipale soient élus.

[8] Grandydier et Tinta, *op. cit.*

[9] *Idem*, p. 246.

[10] *Idem*.

[11] Bulletin *Yaku al Sur* n°15, ASICA-SUR, 2008, p. 4.

[12] Bulletin *Yaku al Sur* n°16, ASICA-SUR, décembre 2008, p. 2.

[13] Bulletin *Yaku al Sur* n°2, août 2003, p. 1.



[14] *Idem*, p. 5.

[15] Interview d'Eduardo Yssa.